

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 173
JEUDI 11 JANVIER 73

A BAS LA CONSTITUTION au service des capitalistes

Président de la République (au rabais !) et porte-parole autorisé du capitalisme monopoliste d'Etat, Pompidou a donné, le 9 janvier, une conférence de presse.

Vieux renard de la grande bourgeoisie capitaliste, le banquier qui gouverne la France s'est gardé de « découvrir » clairement sa « stratégie » au lendemain du prochain scrutin législatif, mais a laissé planer toutes les hypothèses et par là même toutes les menaces possibles. Caractérisant la situation actuelle comme comportant « plusieurs inconnues », il s'est contenté de réaffirmer qu'existent « plusieurs solutions constitutionnelles » et qu'en tout état de cause, « il appliquera la constitution ».

De fait, cette constitution institue l'Etat de la V^e République, depuis qu'elle fut imposée aux Français par un odieux chantage à la guerre civile après le coup de force du 13 mai 1958. C'est une constitution au service des intérêts des groupes capitalistes monopolistes.

Pompidou a rappelé avec force qu'en vertu de ses dispositions, « le législatif ne peut renverser le gouvernement désigné par l'exécutif » (c'est-à-dire par lui-même !).

Tous ces propos, et bien d'autres encore, confirment avec éclat ce que les marxistes-léninistes ne cessent de proclamer : ce scrutin législatif ne permettra aucun changement, ne changera rien. Il n'est qu'une mystification de plus pour illusionner temporairement notre peuple et maintenir « légalement » le système capitaliste oppresseur et exploiteur, *quels que soient les résultats électoraux*. La situation est-elle bloquée pour autant ?

Nous ne le pensons nullement. Au contraire. Ce scrutin de tromperie est une occasion exceptionnelle d'aider à la prise de conscience des plus larges masses populaires, classe ouvrière en tête.

La vanité de la « voie pacifique », la démagogie électoraliste de « l'Union de la gauche », les illusions mensongères du « Programme commun » vont être mieux discernées par un nombre de plus en plus grand de travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes.

La majorité sortante (U.D.R., Indépendants, etc.), c'est l'impérialisme français.

« L'Union de la gauche », c'est la combine électoraliste pour essayer de faire dominer le peuple français par la double hégémonie de l'impérialisme américain (Mitterrand) et du social-impérialisme soviétique (Marchais).

L'un comme l'autre ne correspondent en rien aux intérêts des travailleurs.

Notons, d'ailleurs, que Mitterrand comme Marchais déclarent ouvertement leur intention d'accepter Pompidou à la tête de l'Etat dans le respect de la constitution actuelle.

Pour imposer des changements profonds, réels et durables, le peuple de France n'a pas le choix entre deux voies, il ne dispose que d'une seule issue : s'unir, s'organiser, préparer sérieusement et de manière prolongée la révolution prolétarienne. Celle-ci permettra l'instauration d'une société socialiste authentique fondée sur une nouvelle constitution voulue et élaborée par le peuple, au service du peuple et garantie par la dictature du prolétariat.

A bas la constitution de la V^e République ! (1)

Pour combattre la bourgeoisie, à quelque impérialisme se rattache-t-elle, une seule attitude efficace : boycotter les urnes du mensonge !

Abstenez-vous ! Menez campagne pour l'abstention !

Préparez dès maintenant l'inéluctable passage

GOLDA MEIR à la PORTE!



Qui se ressemble, s'assemble ! Après avoir rencontré Mitterrand, Golda Meir se rendra, le 1^{er} mai, chez le chef de file des criminels de guerre impérialistes, Nixon.



TOUS à la manifestation contre la présence de Golda Meir

Samedi 13 Janvier à Paris

des luttes revendicatives de masse du domaine économique et social au plan politique et révolutionnaire !

Inéluctablement, le peuple de France vaincra !

9 janvier 1973 - 16 heures.

(1) Ceux d'entre nous qui étaient membres du P. « C. » F. en 1958-1959 restent fidèles à eux-mêmes : jusqu'à cette époque, le vieux Parti communiste, bien que déjà sur la pente vertigineuse du révisionnisme, proclamait encore qu'il fallait abroger cette Constitution ultra-réactionnaire.

LA BATAILLE DE "L'HUMANITÉ ROUGE"

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

PRESSE POURRIE
PRESSE QUI MENT

(Tract diffusé par des camarades d'un C.D.H.R. pour faire connaître notre journal)

NOS ENNEMIS

A l'heure actuelle en France, la quasi totalité des journaux est financée et soutenue par les gros trusts, les banques : Hachette, la Banque de Paris et des Pays-Bas, Boussac, Dassault, et d'autres possèdent une grande partie des titres comme Jours de France, Paris-Match, Le Figaro, France-Dimanche, etc. La presse faite par les patrons, payée par eux, ne soutient jamais les luttes ouvrières, les victoires du socialisme. Elle les dénature, les calomnie. C'EST UNE PRESSE POURRIE. UNE PRESSE QUI MENT.

LES FAUX AMIS

Depuis que les faux communistes dirigeant le P. «C.» F. ont mis au rencard le drapeau rouge et leur idéal révolutionnaire, le patronat soutient l'Humanité et d'autres journaux prétendument au service de la classe ouvrière.

LE PATRONAT SOUTIENDRAIT-IL SON PLUS MORTEL ENNEMI ?

Constatez par vous-mêmes, Camarades, militants communistes de base, aujourd'hui le pognon des singes pour l'Huma : des pages entières de publicité pour Ford, Coca-Cola, Ricard, Renault, etc., et autres «amis» des ouvriers. Peut-on s'étonner alors s'ils ne soutiennent pas les grèves dures de la classe ouvrière, s'ils s'intéressent da-

vantage aux cadres qu'aux O.S. ou manœuvres, si leur principal objectif n'est que la magouille et la cuisine électorale et non la lutte de classe pour faire reculer les patrons aujourd'hui, les abattre demain.

UN SEUL JOURNAL DEFEND REELLEMENT LA CLASSE OUVRIERE.

L'HUMANITE ROUGE

L'Humanité Rouge, journal communiste marxiste-léniniste soutient toutes les luttes de la classe ouvrière, pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et l'établissement de la dictature du prolétariat : dictature contre les bourgeois, démocratie pour le peuple.

Elle soutient les luttes des peuples opprimés : Laos, Cambodge, Vietnam, Palestine, etc.

Elle ne reçoit pas d'argent des capitalistes, seul le soutien de ses militants et lecteurs lui permet de vivre et de se développer.

OUVRIER, SOUTIENS TON JOURNAL L'HUMANITE ROUGE, LIS-LE, DISCUTES-EN, FAIS LE LIRE.

SOUTIENS-LE FINANCIEREMENT DANS SON COMBAT POUR LA VICTOIRE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

ABONNES-TOI AU SEUL JOURNAL QUI REPRESENTE LES INTERETS PROFONDS DE LA CLASSE OUVRIERE.

FAITES CONNAITRE « L'HUMANITE ROUGE »

Chers camarades,

J'essaie de mettre en application le mot d'ordre d'H.R. de multiplier autour de moi les lecteurs. J'en ai gagné deux et espère en amener un troisième à acheter régulièrement notre journal, enfin, j'ai abonné deux autres amis. A chacun d'eux, je demande d'augmenter autour de lui le nombre de lecteurs et de sympathisants. Espérons que cette campagne contribuera à diminuer la dette hebdomadaire du journal et à augmenter sensiblement la diffusion.

De retour d'Albanie, nous avons organisé une réunion avec

diapositives et explications sur le socialisme albanais, et nous avons fait organiser deux réunions en province, dont une en milieu paysan, avec un montage au magnétophone, des diapositives et des affiches de propagande amenées d'Albanie. Partout ces réunions ont déclenché des réactions très positives et nous avons pu nous féliciter de l'accueil fait à ces exposés. Cela a contribué à mieux faire connaître le socialisme albanais et, pour certains spectateurs, à l'adopter sur le plan idéologique.

Salutations communistes.

Un camarade.

Numéro Spécial :

CE QUE PROPOSENT les MARXISTES-LÉNINISTES

La semaine prochaine nous publierons un numéro spécialement consacré à l'exposé des positions des communistes marxistes-léninistes en présence du scrutin législatif de mars prochain.

Ce numéro comportera au moins seize pages (et davantage si nécessaire) et correspondra à deux semaines (15 jours).

Nous appelons nos diffuseurs, lecteurs, amis et sympathisants à préparer et à organiser d'ores et déjà la diffusion accrue de ce numéro spécial d'une importance politique exceptionnelle.

GOLDA MEIR
A LA PORTE!
MEETING

organisé par l'Humanité Rouge, La Cause du Peuple, la Gauche ouvrière et paysanne, le Mouvement des travailleurs arabes, les Groupes de soutien à la Révolution palestinienne, Front rouge, et Comités Vietnam, Palestine

JEUDI 11 JANVIER 1973, à 20 h 30

Cinéma MARCADET, 124 r. Marcadet (18^e)
(Métro : Marcadet-Poissonnières)

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger:			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Entre nous
soit dit...

Ceux qui prennent le métro ont pu voir d'énormes publicités pour un film U.S. intitulé : « Le Flingueur ». Il y en a pratiquement à toutes les stations. Et sur les publicités, on peut lire les commentaires suivants : « Il est payé pour tuer, mais il y trouve du plaisir », ou encore : « Il y a cent manières d'assassiner ». Mais cela ne porte-t-il pas un nom ? Est-ce que des fois on n'appelle pas ça « apologie du crime » ?

En certains endroits, des anonymes ont écrit sur les affiches : « nazi », et ils ont bien raison, car il n'y a pas d'autres termes pour qualifier de telles publicités.

(En passant, rappelons que les inscriptions dans le métro sont punies de peine d'amende et de prison en vertu d'une loi héritée de l'occupation.)

ANNONCE "H.R."

Un camarade désirant recevoir « H.R. » pendant trois mois, plus la brochure « Face au gauchisme moderne », « Que signifie classe contre classe », « Le programme de la Ligue communiste » — règlement en timbres —, n'a pas donné son adresse. Prière de la communiquer d'urgence à « H.R. » en se référant à cette annonce.



SOUSCRIPTION PERMANENTE

A bas l'impérialisme U.S. G.B.	20	1 infirmière	8
Pour le combat de HR	30	1 travailleur ORTF	6
A.G. soutien à notre presse	1 100	Des camarades	40
Des travailleurs immigrés 18-19 ^e	13	1 ouvrier	3
CDHR NVT	51,60	1 travailleur italien	4
Des lecteurs	1,50	1 cheminot et sa femme	4
1 lecteur	8	2 futurs Instit.	8
1 travailleur banlieue sud	10	1 lycéen du technique	4
Boycottons les élections capitalistes. Préparons la révolution prolétarienne A.L.T.	180	Des camarades	40
1 couple de travailleurs	1	1 famille ouvrière	15
1 sympathisant	2,60	Soutien à HR S.J.P.	7,60
Sur un marché	2	HR vaincra ! Soutien à la lutte du peuple vietnamien	3
CDHR Manouchian	270	Léon	10
CDHR Staline S.	5	Pour le Vietnam	10
Des militants communistes de province. Vive le 5 ^e anniversaire du congrès de Puyricard	330	Total de la semaine	3 084,80
HR vaincra ! S.P.	20	Total général précédent	244 631,40
CDHR Staline. Soutien à HR	178	Total général utilisé pour le règlement des dettes HR	247 716,20
1 couple, pour un 12 pages permanent	50		
Des travailleurs du Nord	300		
S.L. soutien à notre presse	110		
Soutien à HR R.F.	7,50		
Cercle lecteurs banlieue	25		
CDHR Dallidet	15		
CDHR PV Couturier	100		
CDHR G.T.	92		

SECOURS ROUGE
PROLÉTARIEN

Collecte portée à la délégation du Nord-Vietnam pour le soutien du peuple vietnamien en lutte contre l'impérialisme U.S.

650

CLASSE CONTRE CLASSE

Alsthom (Saint-Ouen)

A PROPOS DE LA DÉMOCRATIE SYNDICALE

« Une condition au bon fonctionnement de la section syndicale réside dans la participation des syndiqués à la vie syndicale, à l'élaboration des décisions, à leur application par le plus grand nombre, à l'élection des organismes de direction de la section syndicale » (Guide pratique et juridique du délégué du personnel C.G.T., 1965).

Dans le préambule des Statuts de la C.G.T., il est dit : « La démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut, à l'intérieur du syndicat, défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie et le développement de l'organisation. »

Le texte continue : « En pratiquant ainsi, nous développerons chez les syndiqués le sentiment qu'ils sont utiles, nous leur donnerons un plus grand esprit de responsabilité, ils verront mieux le rôle qu'ils ont à jouer dans l'organisation de la lutte des travailleurs. Ils seront fiers d'être syndiqués ! »

Voyons ce qui s'est passé pour la désignation des candidats délégués ! Dans aucun atelier il n'y a eu d'assemblée des travailleurs, ni même des syndiqués, seulement quelques « consultations » individuelles à certains endroits. Donc rien n'a été débattu par les travailleurs qui sont pourtant les premiers concernés. Il est intéressant d'analyser la mascarade qui a eu lieu à la Chaudronnerie :

Premier épisode : les candidatures étaient nombreuses (huit), sans la moindre consultation des travailleurs de l'atelier, trois en sont exclus arbitrairement, et un plus particulièrement d'une manière scandaleuse : c'est un militant cégétiste, actif, dévoué, très combatif, trop sans doute au goût des bonzes révisionnistes du bureau syndical. La première raison invoquée a au moins le mérite d'être claire puisqu'il s'est entendu répondre que c'était à cause de ses opinions politiques (marxiste-léniniste) ! Cette « raison » est totalement antistatutaire, antisindical et bureaucratique. Les détracteurs de ce camarade ont été amenés ensuite à invoquer des prétextes complètement bidon : « On a éliminé les derniers inscrits. » Drôle de

critère, n'est-ce pas ? Et encore : « Cette année, il n'y a pas beaucoup de possibilités, l'année prochaine, il y en aura plus, il y aura plus de candidats... »

Deuxième épisode : il reste cinq noms, et il n'en faut que quatre ! La liste des cinq noms est alors mise en haut d'une feuille et les soixante-six syndiqués (sur environ deux cents ouvriers) sont consultés individuellement par deux des cinq candidats (donc déjà un parti pris) qui leur demandent d'inscrire seulement quatre noms, c'est-à-dire ceux qu'ils souhaitent avoir comme délégués ! Les candidats n'étant pas présents, il faut voter pour des noms que l'on ne connaît pas, bien souvent ! Les auteurs de ce « numéro » se sont d'ailleurs arrangés pour mettre en dernier lieu celui qui ne leur plaisait pas (politiquement bien sûr !). Le petit manège révisionniste ayant réussi, cet ouvrier rejeté lui aussi par la direction C.G.T. se présente comme « candidat libre ». (Nous parlerons de cette question dans un prochain tract.) Et pour ceux qui pourraient trouver cela démocratique, nous pouvons dire que sur les quatre noms définitivement retenus, un ne voulait pas se présenter, un deuxième ne voulait pas se représenter et c'est ce qui explique très bien que lors de la réunion de la Commission exécutive où devait être adoptée la liste des candidats de l'usine, celle de la Chaudronnerie n'était pas faite et avait de grosses difficultés. Vu qu'elle ne voulait pas des deux soi-disant gauchistes, il lui fallait magouiller. Conclusion : la désignation a été faite par le bureau sans l'avis des travailleurs.

Ce qui serait vraiment démocratique, c'est de faire une assemblée générale par section syndicale, syndiqués et non-syndiqués réunis, où les candidatures seraient posées devant les travailleurs présents, puis débattues. A l'heure actuelle, les pontes révisionnistes (du P.C.F.) ont peur du débat et de fait ils montrent un profond mépris de la classe ouvrière.

Comité de défense
de « l'Humanité Rouge »
Jean-Pierre-Thibaud.

Comment la classe ouvrière de Berliet a-t-elle reçu les ultras gauchistes de Front Rouge

C'est ce que relate le journal « Tempêtes » n° 8 du 26 décembre dernier dans un article publié sous le titre « Berliet deux mois avant les élections ». Voici un extrait de cet article :

« ... Quant aux groupes extérieurs, il ne suffit pas de se dire révolutionnaires pour mener une action utile. Il faut encore être capable de juger une situation telle qu'elle existe et évolue. Quand on vient aux portes de l'usine, comme Front rouge, pour distribuer des tracts « expliquant » les inculpations de délégués comme « des contradictions secondaires entre la bourgeoisie et ses valets syndicalistes », on risque effectivement de se faire casser la gueule ; et pas seulement par les permanents des « syn-

dicats traîtres », dans un moment où douze mille ouvriers manifestent dans les rues, en reprenant l'Internationale. La réaction des ouvriers paraît saine, en l'occurrence, c'est une manière de remettre les pieds sur terre à des gens qui rêvent... »

Nous appelons les militants de base honnêtes et sincères de Front rouge à réfléchir sérieusement aux directives et analyses de leurs dirigeants qui servent activement l'image mensongère et méprisante des « maouïstes » que les dirigeants révisionnistes veulent voir répandue dans les rangs ouvriers.

Camarades de Front rouge, osez vous révolter contre ces manipulateurs au service de l'ennemi !

COMMANDEZ

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

SOMAFER (Vallée de Fensch) :

Depuis le jeudi 4 janvier au matin, tous les ouvriers de l'usine sont en grève illimitée. La SOMAFER est une entreprise de location d'ouvriers qui travaille pour SOLLAC et WENDEL-SIDELOR. Elle emploie en quasi totalité des travailleurs immigrés qui sont dispersés dans plusieurs foyers de la ville de Fensch. Les ouvriers réclament l'amélioration des salaires, des conditions de travail et de vie dans les foyers.

SPLJ (Fougères) :

764 F pour 174 heures... au bout de dix années dans l'entreprise ! Et la direction prétendait faire produire plus, en moins de temps et à moins cher. Cette fois, la coupe a débordé et les ouvriers de l'usine de lingerie, unanimes, ont déchiré les tickets de contrôle des temps et décidé la grève illimitée. « Parce qu'il y a déjà assez d'ouvrières à craquer ; au bout de 8 heures à la machine, nous avons l'impression d'avoir les membres détraqués. Notre cerveau bout. Certaines, plus anxieuses, font des dépressions. C'est fou ce que le médecin de Fougères soigne d'ouvrières de la SPLJ malades des nerfs. »

Elles réclament désormais :

— Pas de salaires minimums inférieurs à 1 000 F ;
— Suppression du contrôle individuel et des primes de rendement.

EBOUEURS (Clermont-Ferrand) :

Grève depuis le 30 décembre pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

HONEYWELL-BULL :

Plus de 1 000 grévistes ont manifesté le 3 janvier à Paris. Un comité de grève

a été formé pour coordonner les différentes actions qui se développent dans l'ensemble des établissements de l'entreprise. Elles se poursuivent depuis quatre semaines pour obtenir le 13^e mois.

ABATTOIRS DE PARTHENAY :

Les ouvriers sont en grève depuis le 18 décembre pour :

- Le 13^e mois ;
- La prime d'ancienneté ;
- Suppression du travail le samedi matin pour les chargeurs ;
- Paiement de l'assurance complémentaire par l'entreprise.

Les ouvriers qui occupent les lieux ont formé les grilles, creusé une tranchée pour empêcher le passage des véhicules, et les piquets de grève se relaient jour et nuit devant les grilles. Malgré les provocations des patrons, la solidarité se développe, notamment celle des ouvriers de l'abattoir de Bressuire qui viennent souvent au piquet soutenir les grévistes.

CEGEDUR (Rive de Gier) :

300 travailleurs horaires poursuivent leur grève entamée le 5 décembre. Alors qu'ils réclament 0,50 F d'augmentation de l'heure, la direction de cette filiale de Pechiney propose royalement... 0,06 F ! La grève continue.

OUVRIERS GANTIERS (Millau) :

2 000 ouvriers gantiers et de nombreux salariés des cuirs et peaux sont descendus dans la rue pour protester contre la dégradation de leur situation : 2 000 d'entre eux sont en effet contraints au chômage partiel.

Encore une fois : la prime de rendement aux P.T.T.

L'année dernière, à la même époque, un camarade postier avait dénoncé dans les colonnes de notre journal les méthodes d'attribution de la prime de rendement, la hiérarchie qui la préside, la discrimination à l'encontre des auxiliaires, oubliés à la distribution des miettes.

La prime de rendement signifie en fait le choix délibéré de l'Etat de s'attacher inconditionnellement les hauts-fonctionnaires et les chefs-filons régionaux, et de mépriser et de surexploiter les plus défavorisés.

On s'aperçoit qu'à l'intérieur d'une entreprise publique tous « les salariés » n'ont pas les mêmes intérêts. Pour nous auxiliaires, facteurs, agents des lignes, techniciens, etc., les hauts-fonctionnaires, les directeurs régionaux sont les agents du ministère, du ministre, en fait du pouvoir politique de la classe dominante : la bourgeoisie. Ils n'ont qu'un rôle : faire appliquer les ordres de leurs patrons, le ministre des P.T.T. et des trusts qui l'ont installé à ce poste.

La fameuse prime de rendement est un exemple typique :

— pour l'auxiliaire, à nouveau et toujours : 0 F ;

— pour l'agent des lignes qui travaille à la construction et à l'entretien des lignes téléphoniques : 150 francs ;

— pour le chef de centre (classe exceptionnelle) la somme varie entre 3.300 F et 5.250 F.

Pour les receveurs de grands bureaux il faut ajouter à cette prime

(qui pour eux est moins importante) les ristournes annuelles sur les emprunts, les bons du trésor, etc., soit plusieurs années de salaire de l'auxiliaire.

Le fait nouveau pour l'année 1972, qui montre le choix et les orientations de l'Etat, c'est d'accepter l'alignement de la prime de rendement de la catégorie dite des administrateurs P.T.T., sur celle des administrateurs civils. Résultat : prime portée à 30 % du salaire annuel, soit 4 mois de salaire. De plus comme la bourgeoisie pense que l'argent achète tout, un rappel sera généreusement accordé à ces messieurs pour 1971. Un cadeau de Noël qui approchera les 10 millions d'A.F.

Voilà ! le tour est joué, la boucle bouclée. Nous pensons que c'est un exemple concret pour montrer la signification de l'expression Appareil d'Etat, et les moyens utilisés par la bourgeoisie pour exiger une obéissance servile des hauts-fonctionnaires.

En la circonstance le choix du gouvernement est clair. Il refuse la satisfaction d'une vieille revendication des auxiliaires. Tous les employés sont d'accord pour dénoncer la discrimination dont sont victimes les auxiliaires. En contre-partie, discrètement, les valets ont reçu « une petite pincée ».

La bourgeoisie veut compter sur eux, en cas de coup dur.

Correspondant H.R.,
P.T.T.

La S.N.C.F. : UN EXEMPLE DE NATIONALISATION AU SERVICE DES MONOPOLES CAPITALISTES



La S.N.C.F., c'est une société qui est la synthèse des compagnies privées concurrentes, nationalisées en 1937 sous le Front Populaire. Cela a consisté pour l'Etat capitaliste de Front Populaire d'acheter 51 % aux compagnies privées et de former une compagnie monopoliste unique, gérée par l'Etat, en supprimant la concurrence entre certaines lignes qui faisaient effectivement double emploi. Les 51 % de capital remboursés par l'Etat aux compagnies privées, donc aux banques, a permis à celles-ci de réinvestir ces sommes dans des secteurs plus rentables, et de laisser aux frais de l'Etat, donc du contribuable, les frais de modernisation et de réformes des transports ferroviaires, rendues nécessaires par les progrès techniques.

Cette réforme fut retardée à la fois par la guerre et ensuite par les destructions de guerre dont les frais de reconstruction furent encore opérés exclusivement sur le dos des cheminots et de l'Etat. Mais dès 1949, le socialiste S.F.I.O. Pineau déposait un plan de réforme de la S.N.C.F., actuellement en application et que nos lecteurs connaissent sous le nom que nous lui avons donné : PLAN

Les embranchements particuliers

Un embranchement particulier, c'est une installation ferroviaire qui pénètre directement à l'intérieur d'une entreprise capitaliste privée. Elle permet d'y acheminer, ou d'y prendre, des wagons chargés, parfois des trains complets, qui sont donc ainsi pris ou livrés à domicile.

Il y a en France environ 11 500 embranchements ou sous-embranchements (ex. : un embranchement particulier peut desservir plusieurs entreprises voisines). Avec les zones industrielles qui se multiplient autour des grandes villes, on note actuellement une croissance annuelle régulière du nombre d'embranchés au rythme de 200 installations nouvelles. Cela signifie que l'essentiel du transport S.N.C.F. va se faire de plus en plus sur certains axes principaux, de métropole industrielle à métropole industrielle. Par la suppression des lignes devenues non rentables, le processus de concentrations industrielles s'accéléra en même temps que l'extension des zones désertiques (Languedoc, Roussillon, Auvergne, Provence, Lorraine, Bretagne transformées en camps militaires — Larzac — en réserve de main-d'œuvre, ou zones touristiques et à résidences secondaires pour les riches des villes).

— 75 % du trafic S.N.C.F. (trafic international exclu) est actuellement effectué d'embranchement à embranchement.

— 90 % du trafic marchandise utilise l'embranchement à une extrémité au moins du parcours.

Cela signifie que moins de 11 500 capitalistes en France (certains ont plusieurs usines, dépôts, donc embranchements) se partagent 90 % du trafic total des marchandises de la S.N.C.F. Les installations des gares

Les wagons particuliers

Savez-vous que n'importe qui peut acheter un wagon et le louer à des clients de la S.N.C.F. ? Des sociétés capitalistes construisent de tels wagons et en organisent la vente. En général, les embranchés achètent leurs propres wagons et les font circuler sur la S.N.C.F. Ceci leur permet

DE DEMANTELLEMENT. Entre III^e, IV^e et V^e République, il y a continuité dans la politique capitaliste ferroviaire. Le programme commun de la gauche n'en est que le prolongement.

A l'heure où les révisionnistes et les sociaux-démocrates veulent replâtrer le régime actuel avec leur programme miracle de la gauche, avec leurs « nationalisations » en régime capitaliste, il est bon que nous éclairions nos lecteurs sur leur contenu. C'est pourquoi nous insistons à forces d'exemples sur la société S.N.C.F. que nous connaissons bien. Que nos lecteurs comprennent bien que nous ne voulons pas les gaver avec la S.N.C.F., qu'elle leur sorte par les yeux et les oreilles. Nous voulons, en leur décrivant bien et le plus complètement possible une nationalisation, qu'ils comprennent plus facilement ce que sont les autres nationalisations. Bien entendu, nos lecteurs peuvent nous adresser des articles aussi démonstratifs sur les mines, l'E.D.F., le G.D.F., les P.T.T., la S.N.E.C.M.A., Renault, les banques, etc.

Aujourd'hui, nous traitons deux aspects mal connus de la S.N.C.F., les embranchements particuliers et les wagons particuliers :

S.N.C.F. se partagent le reste, et ne sont plus rentables. Il faut donc les supprimer. C'est ce qui se fait progressivement depuis plusieurs années. Et le petit usager, pour son transport, est obligé de passer par l'intermédiaire de sociétés capitalistes spécialisées ou de filiales S.N.C.F. !

Tous ces embranchés, capitalistes privilégiés comme usagers de la S.N.C.F., bénéficient en outre de tarifs préférentiels, hors du droit commun, appelés tarifs particuliers. Ce sont des tarifs individualisés à chaque client grâce à l'autonomie de gestion acquise par la S.N.C.F. So disant parce que la S.N.C.F. devient une société commerciale comme les autres, elle doit tout faire pour plaire à sa clientèle et se l'attacher. C'est pourquoi elle leur consent également des ristournes importantes, primes de fidélité, ou pour la non-remboursement des installations S.N.C.F. pour le chargement et le déchargement, qui viennent en réalité en déduction du prix des transports. C'est ce que nous appelons LES CADEAUX AUX TRUSTS.

Il est ainsi démontré que la S.N.C.F. est à 90 % AU SERVICE EXCLUSIF DES GRANDS CAPITALISTES. Afin d'accroître « sa rentabilité », elle s'achemine vers la suppression des 10 % du transport qui ne se fait pas par embranchement : suppression de gares et de lignes ferroviaires au trafic marchandises.

Bientôt, si un simple particulier veut utiliser un wagon pour ses besoins propres, il devra passer par l'intermédiaire d'un embranché (moyennant supplément) qui fonctionnera en sous-traitant, ce qui se fait déjà, ou bien il utilisera un camion !

de bénéficier de nouvelles ristournes importantes sur le prix du transport. A tel point que le wagon particulier est amorti en quatre ou cinq ans, ce qui correspond à un intérêt de 20 à 25 % de la somme investie. Ainsi, des sociétés capitalistes possèdent

des milliers de ces wagons particuliers.

Actuellement, environ 340 000 wagons se partagent chaque jour le trafic marchandises de la S.N.C.F. : 80 000 wagons particuliers et 260 000 wagons du parc S.N.C.F.

Mais, l'organisation du trafic est faite de telle manière qu'en accordant partout la priorité aux wagons particuliers, ceux-ci effectuent à eux seuls 56 % du trafic total marchandises de la S.N.C.F. Les 44 % du trafic restant est acheminé, plus ou moins cahin-caha, par les 260 000 wagons du parc S.N.C.F.

Ces chiffres prouvent que la rotation des wagons de particuliers est de trois fois et demie plus grande que les wagons S.N.C.F. plus souvent immobilisés et retardés, et que ces derniers s'amortissent en moyenne en quinze ans ! Cependant, il faut noter que la S.N.C.F. commande les wagons de son parc à des constructeurs privés, capitalistes, ce qui contribue également à faire leurs choux gras.

Nous savons que pour les trente-deux premières semaines 1972, 139 105 wagons ont été chargés dont 56,1 % en wagons particuliers, alors que pour les trente-deux semaines correspondantes de 1971, 135 001 wagons avaient été chargés dont 53,1 % de wagons particuliers.

CONCLUSIONS : Voilà encore une fois démontrée ce qu'est la mascarade des nationalisations en régime capitaliste, c'est-à-dire en des mille moyens supplémentaires capitalistes pour s'enrichir encore plus sur le dos des cheminots, du petit usager et des salariés contribuables.

Le Programme commun de la gauche, qui ne met pas en cause le régime capitaliste et ne s'attaque pas fondamentalement à la propriété capitaliste des moyens de production et de transport pour les remplacer par la propriété collective des travailleurs, ne parle même pas de ces aspects des nationalisations à la S.N.C.F., les embranchements particuliers et les wagons particuliers. Au contraire, le Programme commun de la gauche veut multiplier ce genre de nationalisations fantômes, et les capitalistes n'y voient pas d'inconvénients. Le régime capitaliste subsistant, ils auront mille moyens de s'adapter aux nouvelles nationalisations proposées qui, avec la participation et le remboursement des actions par l'Etat, leur garantiront un plus grand profit.

Par contre, la révolution, dirigée par le Parti communiste authentiquement marxiste-léniniste, et la prise du pouvoir par le prolétariat, avec la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat, ne feront pas coexister et s'entremêler sociétés capitalistes privées et nationalisations.

La dictature du prolétariat, fondée sur l'alliance de la classe ouvrière et de la petite paysannerie, appuyée sur la force armée du peuple, remettra à la classe ouvrière et ses alliés tous les moyens collectifs de production et tous les moyens de transport sans exception : air, mer, ferroviaire, canaux, routes.

La gestion se fera au moyen d'un organisme centralisé et unique des transports pour la France entière, au service exclusif de la classe ouvrière

(Chiffres figurant à l'Annexe I du procès-verbal de la réunion du Comité mixte (syndicats et direction S.N.C.F.) professionnel « T et C » du 23-8-1972.)

Ainsi la tendance qui se développe est celle de la suprématie du wagon particulier sur le wagon S.N.C.F., en ce qui concerne la capacité de transport.

Ce que nous constatons, c'est que les entreprises privées sont de plus en plus à la S.N.C.F. comme chez elles, et qu'elles y écrèment le transport le plus rentable avec des tarifs de faveur, et qu'elles y investissent en matériel un capital qui rapporte un minimum de 25 % l'an de profit. Nous constatons que par l'intermédiaire de moins d'un tiers de wagons particuliers, elles drainent plus de la moitié du transport à grande vitesse et à grande rotation. La S.N.C.F. leur consent des ristournes complémentaires sous le prétexte que cela lui économise ses propres wagons qui ne roulent pas ! Or, plus un wagon roule, plus il est rentable, plus vite il est amorti !

Parce qu'ils ne roulent pas assez, bientôt la S.N.C.F. enverra ses wagons à la casse ou les vendra à bas prix aux capitalistes qui les transformeront, par simple changement de numéro et de plaque, en wagons particuliers !

et du peuple, en application du PLAN SOCIALISTE de l'ETAT PROLETARIEN.

A BAS LE REGIME CAPITALISTE ET SES NATIONALISATIONS FANTOMES !

A BAS LE PROGRAMME COMMUN DE LA GOÛTE, DE REPLATRAGE DU REGIME CAPITALISTE POURRISANT EN FRANCE !

A BAS LE PROGRAMME COMMUN DE LA GOÛTE, PROGRAMME DE GESTION DU CAPITALISME AU NOM DE LA CLASSE OUVRIERE BERNEE, PAR LES REVISIONNISTES ET SOCIAUX-DEMOCRATES !

A BAS LA PROPRIETE PRIVEE DES MOYENS DE PRODUCTION ET DE TRANSPORT, MEME CAMOUFLEE SOUS LE NOM DE NATIONALISATIONS !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT QUI SEULES PERMETTRONT LA NATIONALISATION INTEGRALE, C'EST-A-DIRE LA PROPRIETE COLLECTIVE DES MOYENS DE PRODUCTION ET DE TRANSPORT, AU SERVICE DU PEUPLE !

Le 23 décembre 1972.
DUBALLAST.

Commandez
notre brochure

« PROGRAMME
DE LA LIGUE

COMMUNISTE :
CONFUSION
ET OPPORTUNISME »

2 F (port en sus : 0,40 F)

PRIX : OPÉRATION POUDRE AUX YEUX

La scène se passe au rayon des livres scolaires d'un grand libraire. Une cliente contemple, incrédule, une dérisoire pièce de 10 centimes que lui tend la vendeuse : c'est la ristourne de T.V.A. généreusement consentie pour un achat de 20 F ! « vous pouvez les garder ! » jette la cliente en s'en allant. La vendeuse lève les yeux au ciel et soupire : elle n'y est pour rien et la même scène se répète des dizaines de fois par jour.

Sur les vitrines du libraire, sur celles de tous les magasins du quartier, les affiches éclatent, énormes, ruilantes : « baisse de la T.V.A. : 3 % », quand ce n'est pas 5 %. En fait le libraire en question ristourne royalement... 0,5 %. La comédie est la même partout : un immense battage à la radio, à la télévision, dans la presse, pour... une poignée de centimes !

Plus même, les prix continuent sournoisement de grimper. Les employés des grands magasins, elles-mêmes, ont éventée la mèche, en révélant, qu'avant de pratiquer cette baisse dérisoire, les directions avaient pris soin de décider des hausses, infiniment plus substantielles. Un exemple parmi tant d'autres : Aux Galeries Lafayette, un service de table en faïence a « baissé » de 9 F. Il se vend désormais 379 F, au lieu de 388 F. Mais quelques jours plus tôt, il avait été augmenté de... 18 F. Résultat : une hausse nette de 9 F !

Les prix continuent donc leur ascension vertigineuse. Ce n'est pas la micro-baisse de la T.V.A. qui annulera l'augmentation de 21 % subie par la viande de bœuf en un an !...

La vaste campagne d'intoxication destinée à calmer la colère populaire jusqu'aux prochaines élections ne s'arrête pas là. Un nouveau train de

hausse est déjà prévu. Mais les industriels ont reçu de Giscard la recommandation de ne les appliquer qu'après le 1^{er} mars, « au nom de l'effort national ». Ayant déjà pris leurs précautions par les hausses récentes et conscients de l'enjeu, les monopoles s'y plient, paraît-il, avec bonne grâce !

Mais il est impossible de cacher que de l'aveu même des sources officielles, l'indice des prix a encore augmenté de 0,6 % au mois de novembre. Aussi Giscard se hâte-t-il de dénoncer les coupables en vitupérant — le culot ne l'étouffe pas ! — « la forte hausse des prix et des rémunérations de toute nature ».

Mais mensonges et menaces ne feront pas taire la voix de la classe ouvrière qui, au cours de cette année, exigent avec plus de force que jamais, les 1.200 F par mois minimum, indispensable pour vivre.

L'ASSASSIN TRAMONI DOIT ÊTRE CHATIÉ !

Quand sortira ce journal, le procès du tueur Tramoni, meurtrier de l'ouvrier révolutionnaire Pierre Overney, sera ouvert depuis deux jours. Il doit en effet commencer le 9 janvier. Le verdict sera rendu le 13 janvier. Le fasciste Tramoni se présentera libre puisqu'il a été relâché de prison voici plusieurs mois.

D'ores et déjà, un certain nombre de choses doivent être dites.

D'abord, nous ne comptons pas sur la justice bourgeoise pour châtier les assassins d'ouvriers. Tramoni était payé pour tuer, c'était son rôle. D'expérience, nous savons que la justice bourgeoise est clémente pour les tueurs. La condamnation, il y a quelques temps, de l'assassin du cheminot Michel Labroche à deux ans de prison est venue nous le rappeler, tout comme le maintien en liberté de l'assassin de l'ouvrier algérien Mohamed Diab. Nous savons que la bourgeoisie a plus que jamais besoin des gangsters fascistes des S.A.C. et autres C.D.R., elle a besoin d'eux contre la classe ouvrière.

Ensuite : Le secrétaire du syndicat C.G.T.-Renault, Sylvain, et deux autres révisionnistes vont comparaître comme témoins. Rappelons qu'à l'époque de l'assassinat, ils donnèrent une version mensongère des faits (« Humanité » du 26-2-72). Ils parlèrent alors des « hommes de main fascistes, sous étiquette maoïste » et propagèrent le mensonge suivant : « Un commando extérieur à l'usine s'en est pris au gardiennage qui s'est fait assaillir à coups de barres de fer » et aujourd'hui, un an après, le bureau confédéral de la C.G.T. ose dire qu'il s'agit « d'un commando maoïste » et « condamné le meurtre commis par Tramoni et exigé son châtiement ». Pour le moment, constatons cela et attendons...

Enfin : Dès maintenant, nous nous tenons prêts à riposter en commun avec tous les antifascistes à tout verdict de clémence. Il faudra que la bourgeoisie sache qu'on n'assassine pas un ouvrier impunément.

Aux obsèques de Pierre Overney, nous étions plusieurs centaines de milliers à réclamer vengeance. Cette exigence n'était pas du vent ; si nécessaire, il faudra le montrer.

PTT : Tous ensemble, en même temps

Le 4 janvier, les postiers des centres de tri ont cessé massivement le travail pour leurs revendications concernant les conditions de travail, les horaires et les salaires. Cette grève a été suivie par plus de 80 % du personnel (malgré ce qu'ont pu en dire la presse, la radio et la TV), alors que les précédents mouvements s'étaient tous soldés par des échecs. Que s'est-il donc passé ?

Si l'on remonte à la période de mai-juin 72, on s'aperçoit que les quatre grèves lancées pendant ces deux mois se sont effilochées. À chaque fois, le nombre des grévistes diminuait, sans avoir jamais atteint un pourcentage très élevé.

Ensuite, il a fallu attendre le mois de novembre pour que l'action soit relancée : même processus aboutissant à un échec complet en décembre.

Pourquoi donc ce soudain revirement en janvier ? Tout simplement parce que les postiers en ont assez eux aussi des agissements démobilisateurs des centrales syndicales réformistes et révisionnistes, chacun lançant sa grève de 24 h en accord ou non avec tel autre, tantôt au niveau des centres de tri, tantôt au niveau des P.T.T., ou bien encore au niveau de la fonction publique tout entière (ce qui fait que les revendications ne sont jamais les mêmes).

Enfin, on assiste à la guerre entre F.O. et la C.G.T., l'un ne voulant pas s'associer au mouvement de l'autre et vice-versa, la C.F.D.T. jouant le rôle de tampon entre les deux.

En effet, la période de fin d'année, la plus intense en trafic, a vu F.O. (qui ne se manifeste pourtant pas souvent) surenchérir en profitant de l'attitude de la C.G.T. qui freinait le mouvement en vue des élections

(comme à la S.N.C.F.). Tous ces agissements ont donc été repoussés par les postiers qui, partout, ont manifesté leur volonté d'unité. (Des motions exigeant un accord des trois fédérations C.G.T.-C.F.D.T.-F.O. ont circulé dans les centres de tri et ont recueilli à chaque fois des centaines de signatures.) En fait, les fédérations ont bien dû en passer par la volonté de la base, sous peine d'être totalement déconsidérées, et c'est ainsi qu'ils appelaient ensemble à la grève pour le 4 janvier. Certes, ce n'est pas encore la victoire, et de plus en plus de travailleurs des P.T.T. se rendent compte de la limite des grèves de 24 h. Dans l'unité à la base, ils ont imposé leur volonté d'unité, ils imposeront bientôt leur volonté de durcir la lutte pour faire aboutir leurs justes revendications.

Un postier M.-L.

BON SENS PROLÉTARIEN, PAS MORT !

Comme tous les ans à pareille époque, Pompidou reçoit de la part des corps dits constitués — ministres, préfets, armée, magistrature, corps diplomatique, syndicats, etc. — des vœux pour la nouvelle année. Que les exploités de la classe ouvrière se congratulent entre eux, quoi de plus normal, mais où cela dépasse l'entendement, c'est que le responsable du Parti dit communiste français, qui devrait être le premier à défendre les intérêts des exploités, puisse aller serrer la main du représentant des plus acharnés exploités de la classe ouvrière.

Aussi, une cellule du P.C.F. de la région parisienne n'a-t-elle pas vu d'un bon œil cette poignée de main de la collaboration de classe.

« Alors quoi ? on nous explique à longueur de semaines qu'il faut abattre les grands bourgeois qui nous exploitent ; que nous pouvons, avec le Programme commun de la gauche, écraser tous les trafiquants, escrocs, suceurs de sang qui sont nos ennemis de la classe exploitée, et l'on va serrer la main à ces gens-là en leur souhaitant de continuer à nous exploiter. Aurait-on vu Lénine aller

serrer la main du tsar et lui présenter ses meilleurs vœux ?

Ah ! Georges, tu nous fais Marchais. Cela ne va pas durer longtemps ; les éléments les plus conscients de la classe ouvrière ouvrent de plus en plus les yeux et sortent du brouillard de la rade du révisionnisme. La classe ouvrière comprend de plus en plus où sont ses vrais défenseurs, ce ne sont pas ceux qui serrent la main de ses exploités, mais ceux qui serrent le cou du capital jusqu'à l'étrangler, pour le balayer de la scène de l'Histoire ».

E. 100 Distributeur des Éditions Norman Bethune

ŒUVRES D'ANDRÉ MARTY :

« A la gloire des lutteurs de 1907 »	2,50 F
« Les heures glorieuses de la mer Noire »	5 F
« Georges Dimitrov »	1,50 F
« Pierre Sémard »	1,50 F

DES REÉDITIONS FONDAMENTALES :

« Sur la littérature, la philosophie et la musique », de Jdanov	16 F
« Histoire du Parti communiste de l'U. R. S. S. » (édition de 1949)	16 F
« Proclamation-programme des communistes révolutionnaires soviétiques »	2,50 F
« Trotsky et le trotskysme »	4 F
« Manuel d'économie politique » (Académie des sciences de l'U.R.S.S. - 1955)	28 F

E. 100 Distributeur de Guozi Shudian

NOUVEAUTES :

« L'héroïque peuple coréen »	2,40 F
« A travers les régions libérées de Guinée-Bissau »	0,70 F
« Combattants d'avant-garde du prolétariat »	0,85 F
« Avec le président Mao »	1,90 F

Pour le règlement :

— chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de « Editions du Centenaire » ;
— ou en timbres-poste.

EDITIONS-DIFFUSION DU CENTENAIRE
B.P. 120 — 75962 Paris Cédex 20

UN MEMBRE DU BUREAU DE L'ORGANISATION DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE RÉPOND AUX QUESTIONS DE « L'HUMANITÉ ROUGE »

INTERVIEW

A l'occasion de la venue de Golda Meir à Paris, il serait bon que vous nous donniez le point de vue de l'O.L.P. sur le rôle que joue le chef du gouvernement sioniste dans l'organisation du terrorisme contre-révolutionnaire dans le monde et notamment en France. Nous posons cette question, parce que la propagande pro-sioniste a tenté de faire croire que ce sont des groupes sionistes indépendants qui ont organisé les récents attentats.

Le rôle de Golda Meir n'est pas nouveau. L'Etat d'Israël a été créé par la terreur. Je vous rappelle les massacres de Deir Yassine en 1948, les colis piégés envoyés à des dirigeants de la Résistance palestinienne en 1954, les massacres des Palestiniens dans les camps de réfugiés,

les colis piégés adressés récemment à des responsables ou dirigeants de la Résistance palestinienne, comme Ghassan Kanafani, directeur du journal « El Hadaf », comme le directeur du centre de recherche de l'O.L.P.,

Anir Saigh, comme le représentant de l'O.L.P. à Alger, etc., sans parler d'autres colis piégés qui ont été désamorçés.

Tous ces exemples reflètent bien la politique israélienne à l'égard du peuple palestinien et des autres peuples arabes.

Au Moyen-Orient même, le gouvernement israélien se livre à des représailles contre des villages ou des camps de réfugiés palestiniens.

Pour ce qui est du terrorisme en Europe, les déclarations de Golda Meir, à la Knesseth ou devant les étudiants juifs, sont très claires et situent bien sa responsabilité : « Nous n'avons pas d'autres solutions que de liquider les « terroristes » (entendez les résistants palestiniens) là où ils se trouvent » ; « les terroristes ne seront nulle part en sécurité », et d'autres déclarations de ce genre que toute la presse bourgeoise a rapportées.

De telles déclarations prouvent que Golda Meir et son gouvernement dirigent d'une manière ou d'une autre le terrorisme. D'ailleurs, son propre conseiller pour les affaires de Sécurité était à Paris le jour même de l'attentat contre Mahmoud Hamchari...

Je voudrais prendre un exemple concret, pour répondre à toute la campagne d'intoxication qui essaie de faire croire que Golda Meir a les mains blanches : c'est l'affaire des deux cents fausses cartes d'identité françaises et de deux cents faux permis de conduire. Ils ont été fabriqués en Israël et envoyés en France sur un bateau israélien. La presse bourgeoise a passé cette affaire sous

silence. Nous posons à l'opinion publique française la question suivante : cette action n'est-elle pas une atteinte directe à la souveraineté de la France ? C'est à vous de répondre...

Ces faits montrent clairement que le gouvernement israélien, dirigé par Golda Meir, est derrière toutes ces actions terroristes.

J'ajoute que les premiers éléments officiels de l'enquête à propos de l'attentat contre Mahmoud attestent de l'existence d'un commando de spécialistes, venus spécialement d'Israël et repartis le jour même de l'attentat...



Les masses arabes refusent la prétendue « solution pacifique » et soutiennent la Résistance palestinienne.

Récemment, de jeunes juifs nés en Palestine occupée ont été arrêtés pour leur soutien actif à la Résistance palestinienne.

C'est à notre avis une grande démonstration du caractère totalement mystificateur de la propagande sioniste qui assimile l'antisémitisme et antisémitisme. Pouvez-vous nous préciser l'importance que vous attachez à ce fait ?

Israël a toujours essayé de jeter la confusion dans les esprits en prétendant que toute prise de position antisioniste était de l'antisémitisme. Mais si l'on veut analyser la question du sémitisme et de l'antisémitisme, nous devons dire que nous autres Palestiniens sommes aussi des sémites ! Mais le sionisme est un mouvement, créé par des forces impérialistes, et fondé sur le racisme et la terreur, c'est donc quelque chose de tout à fait différent du sémitisme.

Pour nous, il y a longtemps que nous avons pensé à une solution révolutionnaire pour le problème, et nous avons pris l'initiative de trouver une telle solution. Je la résume : créer en Palestine un Etat démocratique où juifs, musulmans et chrétiens jouiraient des mêmes droits. Sur le problème des juifs, nous avons précisé : à condition qu'ils rejettent le sionisme, et nous avons dit, depuis 1968 et même un peu avant, que cette solution ne pouvait être réalisée si les juifs ne prenaient pas les armes

pour engager une lutte armée contre l'Etat sioniste et son appareil dirigeant.

Nous avons dit aussi que plus tôt les juifs rejoindront les rangs de la Résistance, plus tôt le vrai visage de la Palestine apparaîtra.

Cette prise de position de notre part à l'égard des juifs en Palestine a fait éclater des contradictions que le sionisme a voulu étouffer longtemps en Palestine occupée même. Nous avons vu le mouvement des Panthères noires qui luttait et lutte toujours pour une amélioration du niveau de vie, contre la discrimination entre juifs orientaux et juifs occidentaux — mais ce mouvement est resté limité parce qu'il n'a pas mis en question l'existence de l'Etat d'Israël. Nous avons encouragé cependant ce mouvement.

Mais les juifs dont vous parlez dans votre question, et qui s'appellent « Front Rouge » ou « Réseau de soutien » (et que les dirigeants sionistes ont voulu présenter comme des espions (sic !), ont démontré la justesse de notre point de vue selon lequel *empoigner les armes contre l'Etat d'Israël est le seul moyen d'accélérer le processus de destruction de cet Etat.*

Les militants juifs et non juifs de « Front rouge » ou « Réseau de soutien » sont des révolutionnaires qui ont pris conscience de la nécessité de la lutte armée comme seul moyen pour détruire l'Etat d'Israël. Nous saluons ces camarades et nous espérons que d'autres camarades vont prendre conscience et participer à de telles actions.

Que pouvez-vous dire du traitement infligé aux prisonniers palestiniens par les sionistes ?

Notre peuple s'est sacrifié pour sa juste cause. Il y a des milliers de prisonniers palestiniens, très maltraités et torturés dans les prisons israéliennes. Voyez ce qu'a révélé la commission d'Amnesty International qui a pu se rendre dans les prisons. Dans ces prisons, nos camarades,

hommes, femmes, vieillards, ont mené et continuent de mener la lutte même à l'intérieur des prisons, en menant différentes actions comme des grèves de la faim, etc. Le jour viendra où tous ces camarades seront libérés et reprendront leurs activités contre l'occupation sioniste.

Pouvez-vous nous préciser le rôle du parti socialiste MAPAI de Golda Meir, parti qui se dit de gauche ?

Je n'ai pas beaucoup à dire parce que la politique de Golda Meir dont nous avons parlé tout à l'heure reflète bien le soi-disant « socialisme » du parti MAPAI ! La politique de Golda Meir et de son parti est tellement significative ! Par essence, aussi « socialiste » soit-elle, elle est sioniste. Et il faut voir les fondements racistes et même fascistes de sa politique. « Gauche » et « droite », cela n'a aucune signification chez elle, pas plus que cela n'en a eu chez les nazis ou à l'O.A.S.

Les prisonniers qui croupissent dans les prisons israéliennes jugent ce « socialisme » au pouvoir qui pratique les méthodes les plus barbares... Et là, on peut faire la liaison avec la politique de Golda Meir sur le plan international : son soutien au régime raciste de l'Afrique du Sud, aux régimes fantoches de Lon Nol au Cambodge, de Thieu au Vietnam. D'ailleurs, Moshe Dayan a passé un mois au Vietnam du Sud pour assimiler les méthodes des conseillers américains au Vietnam et participer aux massacres contre le peuple vietnamien. Ce n'est pas auprès de Giap qu'il a appris à faire la guerre !

Si Golda Meir est « socialiste », elle l'est comme son fidèle allié Nixon ; son socialisme est « à l'américaine », un « socialisme » de riches et d'opresseurs.

A l'orée de 1973, quelles sont les perspectives immédiates de l'O. L. P. dans son juste combat pour la libération de la Palestine ?

Je dois vous dire que la XI^e session du Congrès national palestinien se tiendra le 6 janvier. Parmi les points à l'ordre du jour, viendra en premier la consolidation de l'unité nationale entre les forces combattantes — c'est-à-dire l'unité complète, qui va être l'aboutissement de l'unité déjà acquise lors du dernier Congrès dans le domaine de l'information et au niveau militaire.

Un autre point sera débattu : comment surmonter les difficultés que nous devons affronter aujourd'hui. Quelles sont ces difficultés ? D'abord la « solution pacifique », c'est-à-dire l'application d'une solution soi-disant pacifique à laquelle certains régimes arabes sont très favorables. Ensuite, le retour de nos forces combattantes en Jordanie, retour qui ne peut être réalisé qu'avec le renversement du régime vendu d'Amman et avec l'installation d'un régime démocratique, progressiste, allié de notre Résistance.

Sur la question du Liban, nous



En Palestine occupée, des juifs manifestent contre la politique de terreur pratiquée par Golda Meir et sa bande.

avons toujours essayé d'éviter de faire couler du sang, mais il n'est pas question que nous quittions le sud du Liban. Car notre présence au sud du Liban est un devoir patriotique pour la Palestine et pour le Liban lui-même.

Reste un troisième point à l'ordre du jour du Congrès : l'intensification de notre capacité combattante en Palestine occupée, que ce soit en Cisjordanie, à Gaza ou dans les territoires occupés avant 1948 ; et vous pouvez remarquer que, même d'après les journaux sionistes, il y a une

intensification des actions militaires et de la lutte politique dans ces territoires. Voyez par exemple les manifestations qui se sont déroulées à Gaza pour dénoncer la clique de Rachad Chawa, maire de Gaza, et plusieurs autres manifestations, aussi bien que l'intensification des actions militaires de nos fedayins.

Mais, à notre avis, le danger à l'étape actuelle, c'est le danger d'une prétendue « solution pacifique » du problème palestinien, et nous devons le déjouer à tout prix !



Justement que pouvez-vous nous dire de cet odieux attentat et de la santé du camarade Mahmoud ?

L'O.L.P., dans son communiqué à la presse, a condamné la complicité de certains milieux qui ont prétendu que Mahmoud Hamchari « manipulait des explosifs chez lui » (avec ses pieds sans doute... puisque c'est là qu'il a été blessé). Ces gens ont pensé que le camarade Mahmoud ne survivrait pas à l'attentat et emporterait son secret avec lui.

Lors de notre conférence de presse, nous avons demandé que l'enquête soit accélérée, qu'elle soit faite de façon approfondie et rendue publique. C'est là notre position, et nous les maintiendrons jusqu'au bout.

Reste qu'officiellement, rien n'a été dit jusqu'à présent par les enquêteurs.

Pourquoi le gouvernement sioniste et Golda Meir multiplient les attentats en Europe ?

Ces attentats visent à liquider physiquement les responsables palestiniens et à intimider par la terreur nos amis qui soutiennent notre juste cause.

Alors nous posons la question : comment les Israéliens et Golda Meir vont-ils faire la loi en France en empêchant des Français de s'exprimer librement dans leur pays ? Voyez par exemple les menaces qu'ont reçu plusieurs de nos amis, comme ceux qui ont signé un texte après les événements de Munich : Michèle Beauvillard, Vincent Monteil, et d'au-

tres. Nous ne nous laisserons pas intimider par de telles actions !

Et le camarade Mahmoud Hamchari n'est pas le premier à avoir été victime d'un attentat. Ils ont commencé par l'assassinat du responsable de l'O.L.P. en Italie, le camarade Abdel Wael Zouaier. Il a été lâchement assassiné. Wael Zouaier est un martyr parmi les autres martyrs qui ont sacrifié leur vie pour la juste cause de leur cause. Nous sommes tous prêts à sacrifier notre vie. C'est le prix de toute lutte révolutionnaire, ce n'est pas gratuit, mais cela sert la juste cause que nous défendons.

"L'AFFAIRE HUET"

UNE HISTOIRE QUI NOUS CONCERNE TOUS

Que reste-t-il à craindre quand on a déjà tout perdu ? Tout, absolument tout : son logement, ses outils de travail, ses souvenirs personnels... Rien évidemment. C'est pourquoi, depuis plus de quinze jours déjà, les sœurs Huet affrontent une grève de la faim qui n'est pas une grève pour rire, qui peut devenir une grève dont on meurt.

Écoutons leur histoire, celle d'un nouveau scandale, celle d'un scandale quotidien.

Les sœurs Huet, 43 ans, couturières à domicile. Pour exercer leur profession, elles avaient loué deux pièces d'un immeuble modeste : une, au rez-de-chaussée, pour travailler, l'autre, au sixième, pour y vivre. Au bout de plusieurs années, elles découvrent que leur propriétaire leur fait payer un loyer exorbitant par rapport à celui que la loi autorise : pour l'une des pièces, il est dix fois supérieur au tarif normal. La propriétaire refusant de réduire le prix, elles s'adressent aux tribunaux pour la mettre à raison. La propriétaire réplique en

entamant contre elles une procédure d'expulsion. Celle-ci aboutit rapidement alors que la plainte des deux sœurs n'est jamais instruite.

Mais le malheur et la dureté de la vie apprennent à ne pas se résigner. Sûres de leur bon droit, Jacqueline et Simone Huet n'acceptent pas de se soumettre. Elles stockent chez elles 100 kg d'explosifs et font part de leur intention de faire sauter la maison si on s'obstine à vouloir les jeter dehors.

C'est la panique dans le panier de crabes ! Commissaire de police, préfet, député U.D.R., tout ce beau monde s'agite et se répand en promesses : non, elles ne seront pas expulsées. Oui, tout sera fait pour faire appliquer la loi et leur rembourser les sommes qui leur ont été volées, tous les mois, pendant plusieurs années. C'était en 1971.

Mais c'était autant de mensonges : le danger écarté, les voici de nouveau abandonnées à leur sort. L'expulsion a lieu un beau matin, à la

sauvette. De plus, la propriétaire prétend se faire « dédommager » de cette expulsion retardée : toutes les affaires des sœurs Huet sont saisies par huissier pour être vendues aux enchères. Outils de travail, pauvres affaires personnelles : il ne leur reste plus rien. Rien que la volonté indomptable de ne pas se plier au scandale et de lutter jusqu'au bout. C'est ce qu'elles expliquent dans leur appel :

« C'est l'injustice de la justice ! Mais elle est légale ! Alors, il nous faudrait la subir, mais nous la retournerons de toutes nos forces. »

« ... l'injustice est partout ! Elle écrase tous ceux qui ne peuvent se défendre parce qu'ils n'en ont pas les moyens. En maître, elle règne dans un système pourri qui méprise et qui tue. »

« La prison pour les pauvres, la liberté pour les riches ! Est-ce ça la justice ? Combattre l'iniquité, c'est se refuser d'être une chose soumise, c'est acquérir sa condition d'homme, c'est retrouver sa dignité. »

L'ENJEU DU LARZAC

Les « autorités compétentes » ont tranché la question, au terme d'une brève enquête de treize jours : le transfert du plateau du Larzac à l'armée serait donc une question « d'utilité publique ». Mais au fait, « utile » pour qui ?

Certainement pas pour les 103 familles de paysans menacés d'être chassés de leur terre et qui ont unanimement répété la même déclaration sur le registre d'enquête :

« J'estime que cette extension serait une catastrophe pour la région comme pour tous les hommes. Je ne partirai jamais, quels que soient les moyens employés pour me chasser ».

Certainement pas non plus pour l'ensemble des travailleurs de notre pays que l'extension du camp militaire vise directement : les grandes manœuvres qui s'y déploieraient ne seraient pas destinées à une quelconque défense du territoire, mais bien à réprimer la colère populaire montante.

Déjà, au Larzac, les troupes anglaises s'entraînent deux mois par an pour tenter de briser la lutte du peuple irlandais.

Quant on sait que l'armée dispose déjà de 260 000 hectares de terrains pour ses camps, on mesure l'ampleur de son appétit puisque l'extension envisagée au Larzac porte sur 15 000 hectares nouveaux !

Utile donc pour le pouvoir des monopoles, qui s'inquiète de l'opposition populaire croissante à sa politique de misère, l'extension le serait aussi, directement, pour les marchands de canons. Le camp serait bien commode pour expérimenter ces armes nouvelles qui sont ensuite expédiées aux quatre coins du monde pour briser la lutte des mouvements de libération nationale de Mozambique, de l'Angola, de la Guinée-Bissau, etc. Ne l'oublions pas, la France se place au troisième rang des marchands de canons dans le monde.

Ne parle-t-on pas aussi de mystérieux projets de silo pour fusées atomiques ou d'essai de détonateur en souterrain qui, en polluant les eaux, pourraient contaminer toute la région ?

Mais les paysans du Larzac ne l'entendent pas de cette oreille, et avec eux, tous les travailleurs de la région et du pays se sentent solidaires. C'est pour marquer leur détermination qu'une colonne de vingt-cinq tracteurs, conduits par les paysans menacés d'expulsion, s'est mise en route pour Paris. A Millau, premier arrêt prévu, un meeting d'explication politique de ce qui est actuellement en jeu au Larzac a rassemblé dimanche 6 000 personnes. D'autres meetings jalonnent les étapes quotidiennes avant l'arrivée à Paris, prévue pour le samedi 13 janvier, malgré les multiples pressions dont les paysans sont l'objet pour les contraindre à arrêter leur mouvement à Orléans.

NOUS GARDERONS LE LARZAC !

PARIS

SCANDALE IMMOBILIER DANS LE QUARTIER DU MARAIS

Il ne suffit pas à la bourgeoisie capitaliste d'exploiter toujours les travailleurs, de réduire à la misère les vieux, elle n'hésite pas, comme aux pires moments du siècle dernier, à exproprier les gens, à les jeter à la rue. La loi Malraux de 1962 prévoyait la rénovation du quartier historique du Marais à Paris, vieux quartier habité par des retraités, des travailleurs, des artisans. Selon la loi du profit maximum qui est celle de ce régime pourri, les spéculateurs ont profité de l'occasion : on a chassé les habitants, en les relogant dans des taudis, grâce à de multiples pressions, menaces. Les nouveaux loyers sont en moyenne cinq fois supérieurs aux anciens ; le quartier est désormais la proie des bourgeois qui veulent vivre dans des hôtels particuliers comme les seigneurs féodaux d'avant. Voici des témoignages :

« Une vieille dame de soixante-dix-sept ans a cédé. Elle payait ici 22 francs par trimestre. Son nouveau loyer est de 300 francs. Comment voulez-vous que des personnes âgées, démunies, puissent régler ça ? »

« J'ai peur que la toiture ne s'écroule (à cause des travaux). Quand j'ai dit à un monsieur de la préfecture que l'eau traversait les toits et dégoulinait sur les fils électriques au risque de court-circuit, il m'a répondu : « Vous n'avez qu'à prévenir l'E.D.F., on vous coupera l'électricité. »

Voilà bien le cynisme honteux des bourgeois et de leur pouvoir. Les capitalistes ne reculent devant rien pour augmenter leurs profits.

N'acceptons pas que le profit jette à la rue les vieux, les travailleurs. Ce régime est scandaleux, il faut l'abattre !

Correspondant « H.R. ».

GUYANE : LUTTE CONTRE LE POUVOIR COLONIAL

Après les grèves victorieuses de novembre 1971, le peuple guyanais déclenche de nouvelles luttes contre le colonialisme français.

Le 27 novembre 1972, à l'appel des sections syndicales affiliées à « l'Union des travailleurs guyanais », les ouvriers du bâtiment déclenchent une grève générale illimitée contre le système d'exploitation colonialiste.

Face à la hausse réelle et incensante des prix en Guyane, où il est reconnu officiellement que le coût de la vie dépasse très largement les 40 % servis aux fonctionnaires des dits « D.O.M. » et auxquels les ouvriers n'ont pas droit.

Tenant compte de la désinvolture et du mépris de l'administration coloniale à l'égard des masses laborieuses guyanaises, les ouvriers du bâtiment sont passés à l'action.

Devant l'ampleur du mouvement, le colonialisme français met tout en œuvre pour faire échouer la légitime et juste revendication des travailleurs exploités férocement, brimés, malmenés par des petits chefs de chantiers « français ».

Les sbires du pouvoir colonial font la chasse aux « nègres » et se défouillent comme au temps de l'abject et exécrable esclavage dont le but est de faire pression et d'intimider les victimes de l'exploitation éhontée des entreprises impérialistes implantées en Guyane.

De multiples provocations, dirigées par les patrons et les forces de répression, sont dirigées contre les grévistes.

Occupant les chantiers, les ouvriers sont chassés et remplacés par des briseurs de grèves, trompés par la propagande colonialiste et bénéficiaire de la protection armée des gardes-mobiles et C.R.S.

Tous les moyens de propagande du système colonial, et principalement l'O.R.T.F., sont mis en action pour dénigrer et saboter par la voie des patrons la juste lutte des travailleurs guyanais.

L'administration coloniale aux abois sort de ses archives poussiéreuses des textes datant de 1810 et périmés sur le territoire français depuis 1953, pour monter de toute pièce un procès-complot contre un ouvrier, délégué du personnel à la S.O.G.U.E.T., en l'inculpant « d'entrave à la liberté du travail ».

La « justice » coloniale poussera même le ridicule, au cours de ce procès, en interdisant à l'avocat de la défense de plaider. Et, appauvrie par la solidarité du public envers l'inculpé, fait évacuer la salle d'audience par ses chiens de garde avant de prononcer la sentence : deux mois de prison avec sursis.

Loin de freiner l'élan des masses, ces diverses formes de répression renforcent la détermination des travailleurs.

Le 1^{er} décembre, les ouvriers de l'usine de boissons gazeuses « Coca-Cola » déclenchent à leur tour une grève illimitée de solidarité, avec occupation des lieux : ce qui paralyse toute activité.

Le 13 décembre, les travailleurs guyanais en colère descendent dans la rue et manifestent en réaffirmant leur détermination à poursuivre le combat.

Depuis 1970, on assiste à une radicalisation des luttes du peuple guyanais contre la politique d'exploitation, de répression et de ségrégation du système colonial français. Des couches de plus en plus nombreuses de la société guyanaise participent au combat contre l'impérialisme français.

Les manœuvres de l'administration coloniale et de ses valets locaux ne peuvent freiner l'élan révolutionnaire des masses populaires guyanaises.

En poursuivant leur juste combat, les travailleurs guyanais participent à la lutte des peuples opprimés par l'impérialisme mondial.

La solidarité de la classe ouvrière internationale creusera inéluctablement la tombe de tous les exploités.

Vive la lutte des peuples pour l'instauration du socialisme !

Fait à Paris le 18-12-1972.

Union des étudiants guyanais.

LE NUMERO 5

L'ALBANIE AUJOURD'HUI

EST PARU

AU SOMMAIRE :

- Une importante étude sur « le mouvement révolutionnaire actuel et le trotskysme »
- Des textes sur la jeunesse en Albanie, l'édification socialiste à la campagne, etc.
- Une étude sur l'hégémonie des deux superpuissances impérialistes

A commander
par notre intermédiaire ou à
Drejtoria Përhapjes Librit,
boulev. Conférence de Peza
TIRANA

A la Maison du Cambodge (Paris)

ODIEUX ASSASSINAT D'UN PATRIOTE KHMER

DERNIERE
MINUTE

Premier communiqué du FUNK de Paris

Agression des traîtres fascistes contre les étudiants patriotes cambodgiens (extraits)

Essaro, frère du traître Sirik Matak, directeur fantoche de la maison du Cambodge, vient de nouveau de commettre une nouvelle agression fasciste contre les étudiants patriotes à la maison du Cambodge.

C'est ainsi qu'il a tenté à plusieurs reprises d'utiliser les nervis fascistes à sa solde pour expulser nos camarades, mais sans succès. Au contraire, la majorité des étudiants de la maison du Cambodge prennent fait et cause pour leurs camarades, et Essaro se trouve de plus en plus isolé. Il ne lui reste plus qu'un seul moyen : la provocation fasciste.

Il est nécessaire de rappeler la longue liste des activités fascistes perpétrées par Essaro et sa bande à la Cité universitaire.

— En septembre 1970, un commando d'hommes de main de Essaro a agressé nos camarades. Quatre ont dû être hospitalisés.

— Le 18 mars 1971, Essaro, le soi-disant « comité des résidents » et le soi-disant « comité de l'AGCAF » ont organisé, au pavillon du Cambodge, l'anniversaire du coup d'Etat réactionnaire auquel sont invités les représentants des organisations fascistes étrangères, dont Vanuxen, ex-général O.A.S., David Bruce, représentant des impérialistes américains à Paris, Tran Van Lam, ministre fan-

toche vietnamien des Affaires étrangères, Keuk Ky Lim, ministre fantoche cambodgien d'Information. Ces fascistes étaient les crimes commis par leurs maîtres à l'encontre du peuple cambodgien, en même temps, ils menaçaient nos étudiants à la Cité universitaire.

Indignés, les résidents de toutes les maisons de la Cité universitaire ont manifesté par plusieurs centaines devant la maison du Cambodge, Essaro et sa bande fasciste ont alors répondu en faisant feu sur la foule des manifestants. Résultats : six blessés par balles de 9 mm, dont quatre ont dû être hospitalisés.

— D'autre part, il est inutile de rappeler que Essaro et sa bande fasciste ont continuellement semé la terreur au sein de la Cité universitaire : ils ont blessé à coups de sabre et de bouteille les résidents français, libanais, grecs, etc.

— Au cours de l'année écoulée, ils se sont encore livrés à plusieurs reprises à des agressions contre les résidents ne soutenant pas le régime fantoche à Phnom Penh. Ils ont, récemment, laissé entendre de faire venir de Phnom Penh des militaires pour encadrer la maison du Cambodge.

Paris, le 8 janvier 1973
à 8 h 30.

Second communiqué du FUNK

Crime des traîtres fascistes contre les étudiants cambodgiens patriotes

Rappelons, tout d'abord, qu'à la suite de l'agression de ses nervis contre nos camarades le 7 janvier 1973, Essaro a fait appeler la police qui est venue dans une dizaine de cars et qui a emmené vingt-sept de nos camarades au commissariat de police du 14^e arrondissement. Aucun des nervis fantoches n'a été interpellé. Nos camarades n'ont été relâchés que vers 2 heures du matin. Relâchés, ils ont cherché à regagner leurs chambres qui étaient saccagées pendant leur séjour au commissariat.

Nous tenons à préciser que la Mission du Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge, en France, avait informé le commissariat du 14^e arrondissement que nos camarades relâchés vont regagner paisiblement leurs chambres et a demandé que sécurité leur soit assurée.

Au moment où nos camarades pénétraient dans l'enceinte de la Cité universitaire, les nervis de Essaro les ont attaqués. Ils ont tué, à bout portant, notre camarade Sok Kim Huot, âgé de vingt-cinq ans, étudiant à la faculté des Sciences de Paris, et ont blessé grièvement plusieurs autres.

Nous tenons à rappeler qu'à maintes reprises nous avions informé tous les milieux de la Cité universitaire de l'existence d'un commando fasciste qui menace constamment, non seulement les résidents cambodgiens, mais tous les autres résidents de la Cité universitaire.

C'est ainsi que ce commando a attaqué, en septembre 1970, nos camarades dont quatre ont dû être hospitalisés et que le 18 mars 1971 ils ont tiré sur les résidents de la Cité universitaire venus manifester contre le coup d'Etat, faisant six blessés par balles dont quatre ont dû être hospitalisés.

Cette bande de fasciste a, par ailleurs, semé la terreur dans la Cité universitaire, attaquant à coups de sabres et de bouteilles les résidents français, libanais, grecs, etc.

Au cours de l'année écoulée, elle a attaqué les résidents cambodgiens à la Cité universitaire ne soutenant pas le régime fantoche de Phnom Penh.

Résolus à ne pas laisser Essaro et ses nervis faire régner leur loi fasciste à la Maison du Cambodge, nos camarades ont courageusement lutté.

Avec notre peuple, sous la direction du F.U.N.K. présidé par Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, les étudiants patriotes de la Maison du Cambodge luttent et continueront à lutter avec détermination jusqu'à la libération totale du Kampuchéa contre les impérialistes américains et les traîtres Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, quels qu'en soient les sacrifices.

Nous renouvelons notre appel à l'opinion éprise de justice, de liberté et de paix pour qu'elle dénonce et condamne les crimes fascistes de Essaro, représentant du régime des traîtres de Phnom Penh, instrument de l'agression des impérialistes américains contre le Cambodge.

Nous lançons, également, un appel pour qu'elle soutienne la juste lutte des étudiants cambodgiens patriotes à la Maison du Cambodge, à la Cité universitaire de Paris, et celle du peuple cambodgien qui, sous la direction du F.U.N.K. et du G.R.U.N.C., a déjà libéré, en moins de trois ans, près de 90 % du territoire national avec plus de 70 % de la population totale.

Paris, le 8 janvier 1973 à 18 heures.

Déclaration de l'Humanité Rouge

Au cours de la nuit du 7 au 8 janvier, le directeur fantoche de la Maison du Cambodge, le sinistre Sirik Matak, a poursuivi ses provocations et crimes contre les étudiants khmers en résidence à Paris, parce que dans leur immense majorité ceux-ci restent fidèles au seul gouvernement légitime de leur pays, le Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge (G.R.U.N.C.) présidé par Samdech Norodom Sihanouk.

Ses hommes de main, armés de sabres et de revolvers, ont blessé de nombreux étudiants patriotes cambodgiens et délibérément assassiné Sok Kim Huot, originaire de Phnom Penh, âgé de vingt-quatre ans.

« L'Humanité Rouge » exprime ses condoléances indignées aux patriotes cambodgiens en résidence en France, aux représentants de la Mission permanente du Front uni national du Kampuchéa en France, au Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge et à Son Altesse royale le Prince Samdech Norodom Sihanouk.

Les actes criminels des fantoches, traîtres à la patrie khmère et soumis à la politique d'agression et de génocide en Indochine des impérialistes américains, n'ont aucune chance d'empêcher la victoire pleine et entière du peuple cambodgien, qui a

déjà libéré 90 % de son territoire national et 70 % de la population du Cambodge. La cause juste des patriotes khmers a déjà remporté les plus brillants succès et son triomphe est inéfectable.

« L'Humanité Rouge » élève une solennelle protestation auprès du gouvernement français, qui a fait arrêter les étudiants khmers patriotes au lieu d'arrêter leurs assassins. Cette attitude démontre une fois de plus que les Pompidou et autres Messmer sont systématiquement du côté des pouvoirs fascistes et impérialistes, contre les peuples qui aspirent à leur indépendance, à la paix et à la démocratie.

Elle appelle les travailleurs français et immigrés, les étudiants français et immigrés à élever la plus large protestation, à organiser concrètement la manifestation de leur indignation et la protection des patriotes khmers, à participer activement à la préparation et au déroulement de toutes formes d'activités exprimant la solidarité politique du peuple envers le peuple cambodgien, envers le Front uni national du Kampuchéa, envers le Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge, envers Samdech Norodom Sihanouk.

Le peuple khmer vaincra !

AVIS A NOS LECTEURS :

Seule ou avec d'autres organisations, « l'Humanité Rouge » prépare un meeting de protestation contre l'assassinat de Sok Kim Huot et de soutien politique au F.U.N.K. et au G.R.U.N.C. D'ores et déjà, prenez toutes dispositions pour assurer le plein succès de cette manifestation.

9 janvier 1973 - 14 heures.

Les marins U. S. interdits à Marseille

Le consulat U.S. de Marseille a organisé vendredi 5 janvier en soirée une séance-propagande de jazz dans la Maison des Jeunes du Bd de la Corderie. Préparée discrètement, sans affiches ni prospectus, quelques dizaines de personnes y ont été conviées par invitations individuelles. Seuls les journaux réactionnaires « Le Méridional » et le « Provençal » ont annoncé ce concert donné par un groupe de soldats américains d'un porte-hélicoptères de la 6^e flotte U.S.

Dès que la nouvelle a été connue, des militants de diverses organisations ont décidé d'empêcher les criminels yankees de mener à bien leur opération de propagande « musicale » ; les cris de Nixon Assassin ont couvert les premières notes... les « musiciens » ont alors soufflé plus fort dans leurs instruments à vent... une chaise volante atterrit en plein dans le micro leur coupant le souf-

fle... au même moment l'attaché « culturel » yankee est coiffé d'un pot de peinture rouge qui se trouvait là à propos ; l'attaché n'a pas apprécié, d'autant plus qu'il lui a été signifié, à haute voix, que c'était envoyé de la part du peuple vietnamien en lutte. Le chahut a cessé pendant un instant pour permettre la lecture d'une protestation contre la venue des assassins yankees à Marseille.

Une bonne partie des invités avait déjà quitté la salle... visiblement certains amateurs de jazz n'étaient pas venus là pour assister à une exposition de peinture avec chahut... quand à l'orchestre il a rengainé ses instruments traumatisés par l'accueil très chaud de Marseille. Il a aussi été signifié aux yankees que les marins U.S. n'auront pas le droit de se ballader dans nos rues.

Correspondant H.R.
Marseille.

« NOUS SOMMES UNE MÊME FAMILLE »



Le président Mao avec Nguyen Thi Binh et l'ambassadeur Nguyen Van Quang.

Le président Mao Tsé toung, grand dirigeant du peuple chinois, a eu, ce soir à 11 heures, à Tchongnanhaï, une entrevue avec le ministre des Affaires étrangères du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam Nguyen Thi Binh, émissaire honorable de la population sud-vietnamienne.

Au cours de l'entrevue, au nom du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la R.S.V.N., du Front National de Libération du Sud-Vietnam et de toute la population sud-vietnamienne, le ministre Nguyen Thi Binh a tout d'abord exprimé sa haute estime au président Mao et lui a souhaité la bonne santé. Elle a dit : « Au moment où l'impérialisme américain se livre à l'escalade de guerre au Vietnam, j'ai l'honneur de vous rencontrer, oncle Mao. C'est un immense encouragement pour nous, la population sud-vietnamienne. »

Le président Mao a dit au ministre Nguyen Thi Binh : « Nous sommes une même famille ! Nous, vous le Sud et le Nord du Vietnam, et aussi le Laos, le Cambodge et la Corée, nous sommes une même famille. Nous nous soutenons mutuellement. » Le président Mao a exprimé ses chaleureux souhaits de bienvenue au ministre Nguyen Thi Binh venue effectuer une visite officielle d'amitié en Chine.

A Pékin, grand rassemblement soutenant la lutte du peuple vietnamien contre l'agression U.S. pour le salut

Pékin, 29 décembre 1972 (« Hsin-hua ») — Plus de dix mille habitants de la capitale ont tenu cet après-midi un rassemblement solennel pour souhaiter chaleureusement la bienvenue à Nguyen Thi Binh, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la Ré-

publique du Sud-Vietnam, et exprimer la ferme détermination du peuple chinois, fort de sept cents millions d'hommes, de soutenir le peuple vietnamien dans la lutte de résistance à l'agression américaine et pour le salut national, et ce, jusqu'à la victoire totale...

Le rassemblement a eu lieu au palais de l'Assemblée populaire. Lorsque le ministre des Affaires étrangères Nguyen Thi Binh et d'autres camarades vietnamiens, accompagnés des camarades dirigeants chinois, sont entrés dans la grande salle, toute l'assistance, ouvriers, membres de commune populaire,

commandants et combattants de l'Armée populaire de libération et miliciens, se levait et applaudissait longuement et chaleureusement, exprimant aux compagnons d'armes vietnamiens les sentiments amicaux révolutionnaires et le ferme soutien du peuple chinois à l'héroïque peuple vietnamien.

VICTORIEUSE BATAILLE D'HANOI



Les débris d'un B-52, « le plus puissant bombardier du monde »...



Des pilotes de B-52 capturés par les Vietnamiens sont présentés à la presse à Hanoi.



Dans la province de Ha Tay, des miliciens viennent de capturer un pilote de B-52.